

**Autorisation de voirie n°26-AV-0057
portant permis de stationnement**

RUE VICTOR HUGO

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire),

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,

VU la Décision du Maire n°26_01 du 18 novembre 2025 instaurant les redevances pour l'année 2026,

VU l'arrêté municipal n°SG-2023-06 portant délégation de signature à Monsieur Jean CORNUAULT, 6ème adjoint,

VU la demande par laquelle SARL LELOUP demeurant 6 rue Gustave Eiffel 37150 BLERE représentée par Monsieur LELOUP demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public :

- installation d'échafaudage et stationnement de véhicule de chantier (camion) 13 RUE VICTOR HUGO,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire (SARL LELOUP) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

13 RUE VICTOR HUGO

- Le 25/02/2026, installation d'échafaudage sur le trottoir
 - Surface occupée en m² : 5 mètre(s) carré(s)
- Le 25/02/2026, stationnement de véhicule de chantier (camion) sur la chaussée
 - Surface occupée en m² : 10 mètre(s) carré(s)

Article 2 - Prescriptions particulières

La circulation des piétons devra être maintenue en toutes circonstances, soit par l'aménagement d'un passage piétonnier libre de tout obstacle, protégé et continu, d'une largeur d'au moins 1.40 mètres le long des emprises, ou de 0.90 mètre si l'environnement ne le permet pas, soit par la mise en place d'une déviation des piétons, sur la chaussée avec un passage de 0.90 mètre, ou sur le trottoir opposé.

Article 3 - Sécurité et signalisation

SARL LELOUP devra signaler les objets autorisés à occuper le domaine public conformément à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

Si l'occupation entraîne une gêne aux usagers de la voie ou une modification des règles de circulation et / ou de stationnement, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant ces dernières.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

Article 4 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités	Montant	
Redevance d'occupation	le 25/02/2026	Le 25/02/2026	13 RUE VICTOR HUGO	installation d'échafaudage	Echafaudage	0,74	par m² et par j	5	1	3,70
	-			Déviation	0				0,00	
	le 25/02/2026			stationnement de véhicule de chantier (camion)	Perception minimum des droits d'occupation	0				0,00
	-				occupation du domaine public	0,74	par m² et par j	10	1	7,40
	-				Déviation	0				0,00
	-									
Sous-total										11,10
Montant total										

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Jean CORNUAULT



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de

deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.